L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX No 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MARDI MATIN 8 DECEMBRE.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

LE BUREAU DE RETOURS.

Séance de lundi, 7 décembre.

Le Bureau de retours se réunit à onze heures et demie. Présents : M. Madison Wells, président, et MM. Arroyo, Anderson, Kenner et Casenave.

Sur motion, le secrétaire est dispensé de lire le compte-rendu de la dernière séance.

Tom Anderson propose que dorénavant on n'admette dans l'enceinte sacrée du Bureau, outre les membres et les commis, que les comités représentant les deux partis opposés et les reporters de journaux.

Sa motion sous forme de résolution est adoptée à l'unanimité.

Les candidats de toutes couleurs et les curieux ont donc été priés poliment de vider la salle.

On commence le travail de la journée par compiler les returns de la paroisse Rapides, qui donne 1583 votes à Monsarrat, 1232 à Dubuclet ; pour le Congrès, 1546 à Leeds et 1233 à Smith. Les trois représentants conservateurs à la Législature d'Etat sont également élus.

Pour ce qui est de la paroisse Caldwell, dont on se souvient que les retours ont été contestés par les radicaux, le sénateur Brewster, radical, présente à M. Cavanac, du comité conservateur, qui en fait part au Bureau, une communication dans laquelle il est déclaré que les différents candidats conservateurs et radicaux de cette paroisse, dans le but d'assurer une élection impartiale se sont entendus pour que l'on compte tous les votes qui ont été déposés, sans s'arrêter à discuter si un nom a été mis ou mal épelé.

Les différents candidats se sont entendus ainsi pour que l'on reçoive les votes de tous ceux qui auraient pendu leurs papiers d'enregistrement, pourvu qu'ils en prennent serment et que leurs noms soient inscrits dans la liste du poll.

Cette communication présentée, comme elle l'est, par un radical, renverse le plan des meneurs de la Nouvelle Orléans qui voulaient que l'on mit de côté les votes de la paroisse Caldwell pour cause d'intimidation.

Dans la paroisse Natchitoches dont les votes ont été comptés samedi, le comité conservateur objecte au poll 8 parce que des soldats des Etats-Unis y avaient été stationnés avec des standats pour arrêter trente citoyens conservateurs, qui ayant appris le sort qui leur était réservé, se sont abstenus d'aller au poll et se sont rendus au poll 9 qu'ils ont trouvé fermé, quoiqu'il fût encore loin d'être six heures de l'après-midi.

Si le poll 8 était rejeté les conservateurs auraient la majorité dans la paroisse Natchitoches.

Pendant que l'on examine les retours de la paroisse Rapides, Ray, l'avocat des radicaux, présente un projet contre le résultat de l'élection dans toute la paroisse en général, en alléguant intimidation par les blancs contre les noirs.

Le protêt est enregistré et le Bureau passe outre.

Les retours de la paroisse Rivière-Rouge viennent ensuite, et Ray répète le même manège.

Ces protêts si souvent répétés ne sont présentés que dans le seul but de faire traîner le longtemps le séance du Bureau ; car, tout en ayant l'air d'avancer, le travail de ce Bureau occupera bien deux semaines encore, puisqu'il faut revenir sur toutes les paroisses contestées, et ce sont vingt deux ou vingt trois, selles le sont toutes, plus ou moins.

Les votes de la paroisse Richland sont examinés après cela ; puis les retours de la paroisse Tangipahoa, sans trop d'objections par extraordinaire.

Dans cette dernière paroisse Moncure a reçu 869 voix contre 456 pour Dubuclet, et il n'y a pas eu de protêt.

Terrebonne a été moins favorisée. Quoique cette paroisse donne 1667 votes à Dubuclet contre 1359 à Monsure, les radicaux dont Ray est le digne représentant trouvent que la majorité n'est pas assez considérable et ils protestent contre les polls 2, 8, 10 et 11 de cette paroisse pour des informalités commises.

M. Cavanac, du comité conservateur, vos ant qu'il y avait un parti pris de toujours s'opposer à tout de la part de la radicale, dit alors qu'il ne demande pas mieux que l'on rejette les votes de toute la paroisse et qu'il a le droit de protester aussi contre certains polls de Terrebonne.

Les radicaux ayant une majorité reconnue dans la paroisse Tensas, on n'y a pas jugé ainsi dire que des nègres et de mauvais nègres, ils font moins de façons pour que l'on adopte les retours ; mais, en même temps ils sont renvoyés de ce que la majorité est autant diminuée.

Les retours de cette paroisse sont complets et le Bureau s'ajourne à ce matin.

LA NOUVELLE ADMINISTRATION MAINTIENT SES DROITS A LA FACE DU LUSURPATEUR.

Le pseudo-servant de la ville mis à la porte.

M. Kellogg qui commence à se ressaisir, apparamment, a eu l'audace de nommer samedi un certain M. H. Walsh, comme avocat de la ville, en remplacement de M. George Lacoy, démissionnaire, quoique son exactitude radicale soit parfaitement que le conseil municipal dans sa séance de samedi ait unanimement élu à l'unanimité M. E. H. Jonas, pour remplir ces fonctions importantes.

Il est inutile de dire combien nos administrateurs ont été exaspérés de ce premier pas de fait de l'usurpateur, basé sur un acte dans lequel la Législature de Warmoth a été parfaitement inconstitutionnelle en cette.

Il sont jusqu'avec raison que s'il ne pouvaient pas immédiatement au pseudo gouverneur qu'ils sauraient maintenir leur indépendance et qu'ils ne tolereraient pas de pareils empiètements, ce serait encourager celui-ci à commettre aux usurpations en allant toujours crescendo.

Hier matin, le monsieur Walsh qui ne doute de rien, est arrivé à l'Hôtel de ville avant M. Jonas, et fort de sa commission signée par Kellogg, s'est installé hardiment dans le bureau de l'avocat de la ville.

Il a eu la complaisance d'adresser une lettre au maire Leeds et aux administrateurs, dans laquelle il leur donne avis, tenant sa nomination de son *"Excellence le gouverneur de la Louisiane"* il a pris possession du bureau de l'avocat de la ville, de tous les papiers et de tous les livres qui en dépendent.

M. Walsh a été même assez poli pour donner des explications, que l'on trouve dans le passage suivant de sa lettre :

"Vous savez, sans doute, messieurs, que lorsqu'une vacance se produit dans l'emploie quel département immédiat ou partiel, soit par la démission du titulaire, le gouverneur est autorisé à remplir cette vacance pour le reste du terme qui n'est pas encore expiré (voyez art 23, paragraphe 3, section) page 55, l'Etat vs. H. J. Leveque, acte No. 27 de l'exercice, art. 1 & 25 du rapport annuel page 30, Michael vs Campbell, etc, etc."

Pour produire plus d'effet, la monsieur Walsh en question termine ainsi sa lettre :

"Il y a des affaires importantes de la ville dont il faut qu'un occupe immédiatement, et je ne puis exprimer trop efficacement mon désir sincère de coopérer avec les autorités municipales dans tout ce qui pourrait avancer les intérêts de la municipalité.

"Bien respectueusement votre obéissant serviteur,

H. H. WALSH,
Avocat de la Ville."

Aussitôt après la lecture de cette communication, il y a eu un conciliabule dans le salon du maire, et il a été décidé à l'unanimité qu'un tract mettre à la porte, paisiblement si c'était possible, forcément s'il le fallait, le dit M. Walsh qui n'aura été avocat de la ville que l'espace d'un matin.

M. Jonas, un de nos juristes les plus érudits, a déclaré que le conseil avait parfaitement ce droit, par la raison toute simple qu'un avocat n'était pas employé par la ville pour un terme fixé à l'avance, mais pour tout le temps que ses services seraient trouvés nécessaires par le conseil.

Suivant l'opinion de M. Jonas, un gouvernement, qu'il soit légitime ou pseudo, n'a pas plus le droit d'imposer un avocat à la ville par suite d'une démission, qu'il n'aurait le droit de remplacer un commis dans le département des finances, des assessements, ou dans n'importe quel département.

Un gouvernement est autorisé à remplir une vacance dans le conseil municipal, lorsque chaque membre en est élu directement par le peuple pour un terme de deux ans et qu'une autre élection ne peut être ordonnée avant l'expiration de ce terme présent, mais ses pouvoirs s'arrêtent là.

La séance a donc résolu d'ajecter M. Walsh, s'est transportée avec le maire Leeds en tête et suivi du véritable avocat de la ville, M. Jonas, au bureau de l'avocat de la ville, où se trouvait l'élu de Kellogg.

Le dialogue suivant, ou quelque chose d'approchant a eu lieu entre le maire et M. Walsh :

LE MAIRE. — M. Walsh, nous venons vous dire que nous ne reconnaissons pas les droits à la place d'avocat de ville, et nous vous prions en conséquence de vouloir bien vous retirer.

M. WALSH. — Votre Honneur ne sait il pas que je tiens une commission de Son Excellence le gouverneur Kellogg ? La voici. Le parole de l'usurpateur est exhibé avec orgueil.

LE MAIRE. — Nous le savons, monsieur, mais nous nous réservons le droit de nommer comme avocat de la ville quelqu'un qui mérite toute notre confiance par ses capacités, par son intégrité reconnue—(M. Walsh tousse un peu)—et nous avons le regret de vous dire que vous n'êtes pas notre choix. Nous vous donne assez bon pour quitter ce bureau.

M. WALSH. — Dont le sourire vainqueur n'est plus tout complet. — Votre Honneur m'accordera bien le temps de consulter mes amis ?

LE MAIRE. — (Avec fermeté.) Non, monsieur, nous ne vous accorderons pas une minute de plus, car il faut que vous sortiez de ce bureau à l'instant.

M. WALSH. — Mais pesi loquerei — Votre Honneur a-t-il bien réfléchi à ce qu'il fait ?

LE MAIRE. — Toutes nos réflexions sont faites.

M. WALSH. — J'espère que vous n'userez pas de violence à mon égard ?

LE MAIRE — Si vous nous y forcez, oui.

M. WALSH. — Je cède, messieurs.

(Suit M. Walsh.)

Après le départ précipité de M. Walsh, le conseil a pris possession du bureau de l'avocat de la ville. Quand il en aura fini avec le bureau de l'avocat de la ville, il ira prendre possession de celui du maire, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il ait pris possession de tous les bureaux de la ville.

Il est inutile de dire que le conseil municipal est maître de la situation, et que Kellogg peut remuer ciel et terre pour se remettre en place.

Homicide probable.

Vers onze heures et demie, hier matin, pendant que M. C. Sweet, constable du juge de paix du 5ème district, conduisait en prison deux hommes nommés Henry Carter et Marshal Davis, ceux-ci se sont jetés tout à coup sur lui, l'ont terrassé et se sont enfuis. Et ne relevant Sweet a fait feu deux fois sur ses prisonniers et Carter a été atteint à l'abdomen et blessé très dangereusement, sinon mortellement.

Cette scène s'est passée à la place Congo, rue des Remparts. Carter tout blessé qu'il était est entré dans une maison de la rue Orléans, entre Remparts et Bourgogne, où on l'a trouvé plus tard dans un état très critique et on l'a envoyé à l'hôpital de Charité.

Sweet, le constable, a été arrêté par un citoyen témoin de l'affaire et conduit à la prison de paroisse où il est en ce moment.

Voici sa version :

Je suis natif de l'Arkansas et âgé de vingt-sept ans. Je suis le député constable de la cour de paix du 5ème district. Carter et Davis sont deux hommes reconnus comme dangereux. Il y a quelque temps ils ont eu une difficulté avec la police à Alger et ont défié les agents, en disant qu'ils étaient armés et prêts à leur donner une leçon. Des affidavits ont été dressés contre eux et ils ont été arrêtés et jugés par le juge de paix du 5ème district, qui les a condamnés à quelques jours de prison.

Pendant que je les conduisais, ils m'ont assailli sur la place Congo, m'ont frappé et m'ont renversé à terre, puis ils se sont mis à courir du côté de la rue Orléans. Je les ai poursuivis et, comme ils ne voulaient pas s'arrêter, j'ai tiré deux coups de pistolet, l'un d'un et sur l'autre, les manquant tous les deux. Au moment où Carter, qui est le plus dangereux des deux hommes, allait me barrière, rue Orléans, entre Remparts et Bourgogne, j'ai fait feu une troisième fois et j'ai bien vu que je l'avais atteint, sans savoir si la blessure était grave.—Si elle est grave je le regrette sincèrement, mais je crois n'avoir fait que mon devoir.

Il y a une autre version à l'affaire que notre reporter tient du citoyen qui a arrêté Sweet.

Il paraît que qu'après avoir tiré les deux coups de pistolet, Place Congo, celui-ci a suivi Carter et a pénétré avec lui dans une maison de la rue Orléans, c'est dans la cour de cette maison que Sweet a fait feu pour la troisième fois, et le témoin ajoute que Carter supplia le député-constable de lui pardonner, en disant que ce n'était pas une raison de le tuer comme un chien, parce qu'il avait voté pour le ticket démocratique.

Nous donnons les deux versions sous toute réserve.

Le blessé est un homme de couleur et les radicaux ont tant persécuté ces malheureux à cause de leurs opinions politiques qu'on est en droit de tout supposer.

DEPECHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles Européennes.

ANGLETERRE.

Londres, 9.—Les menuisiers et les charpentiers sont résolus à ne pas se soumettre à la réduction proposée de leurs gages.

PRUSSE.

Berlin, 6—Le Conseil Fédéral a accepté le principe d'une banque Impériale ainsi que les conditions soumises par le gouvernement pour la cession de la Banque de Prusse à l'Empire. Afin de mettre les propositions dans une forme convenable pour la discussion législative, ce sujet a été référé à un comité, et l'on pense qu'on en viendra à une action finale le mois prochain.

Berlin, 7—Bismarck, dans le cours de sa réponse à Windhorst, au Reichstag, a dit :

"J'ai en ma possession une preuve concluante que le Conseil Ecuménique fut mis hors jugement à la cause des conseils de guerre Franco-Allemands.

Le vote eut été très différent si les Français eussent été victorieux. Je sais de bonne source que Napoléon fut poussé à la guerre contre sa volonté par des influences jésuitiques. Il se donna beaucoup de peine pour résister à ces influences. A la Recherche il se décida pour la paix et garda silence solution une demi-heure, jusqu'à ce qu'il fut entraîné par des personnes représentant le Vatican.

Berlin, 7 — Le Reichstadt a décidé d'ajourner le refus des députés d'Alsace-Lorraine de faire partie du comité au budget et du bill d'emprunt pour ces provinces.

Holzendorff essayera de défendre le comte d'Arnim.

FRANCE.

Paris, 6 — Le second ballotage pour cinq conseillers municipaux à Paris, a eu lieu aujourd'hui et a eu pour résultat l'élection de trois républicains modérés et deux radicaux.

Dans une réunion des membres ou a discuté aujourd'hui la question de proposer immédiatement la dissolution de l'Assemblée. Les vues de M. Jules Favre, cependant, ont été adoptées comme celles de la réunion. On a pensé qu'il valait mieux attendre la discussion des projets de loi constitutionnels, qui seraient sans aucun doute rejetées, alors toutes les factions de la gauche seraient unies pour demander la dissolution et voter la mesure.

Paris, 8.—On dit que des ouvertures entre Alphonse, fils de la reine Isabelle et Serrano sont en voie de progrès. Le départ de Serrano pour le Nord a été remis à une semaine.

Paris, 8. — L'information a été reçue de source digne de foi que le président Mac-Mahon avait décidé de former vers la fin de janvier, un ministère qui donnerait un appui franc et cordial aux bills constitutionnels. On dit que le duc de Broglie sera membre du nouveau cabinet.

Le général de Cissey, ministre de la guerre, donnera sa démission quand le projet de loi sur les cadres militaires aura été voté.

L'idée du renouvellement partiel de l'Assemblée par des élections périodiques gagne du terrain parmi tous les partis et une motion à ce sujet sera sous peu présentée à la Chambre.

Le comité, nommé pour faire enquête sur les opérations de l'armée dans l'est de la France pendant la dernière guerre, a fait son rapport à l'Assemblée aujourd'hui. Il condamne Garibaldi pour avoir quitté son commandement vers la fin de la guerre sans permission, et déclare que s'il était général français, il serait traduit devant une cour martiale.

ESPAGNE.

Santander, 7.—Le gén. Salomanco est à Bilbao, opérant un mouvement énergique pour enfoncer la ligne carliste, qui empêche le ravitaillement de Pampelune.

Le gén. Tuneca, républicain, avec 5000 hommes, a débarqué à San-Sebastien.

ITALIE.

Rome, 7.—On redoute une autre inondation du Tibre.

MEXIQUE.

Mexico, 8.—Les amendements à la constitution votés par le Congrès ont été promulgués comme lois au bruit du canon et des cloches. Il y a eu aussi une grande revue militaire par le Président. On discute maintenant au Congrès un bill pour restreindre les pouvoirs de l'église catholique. Une clause établit une séparation complète entre l'Eglise et l'Etat et une autre ordonne l'expulsion des sœurs de charité de la république.

Un contrat a été fait pour la construction d'un chemin de fer entre la capitale et Léon, dans l'Etat de Guanajuato. On rapporte que les capitalistes anglais sont intéressés dans le projet.

WASHINGTON.

Congrès.

Washington, 7. — Chambre. — 238 membres sur 301 sont présents. Trois nouveaux membres sont admis, Chittenden et Shell, de New-York, et Carpenter, de la Caroline du Sud.

M. Phelps demande le consentement unanime de la Chambre pour présenter un bill rappelant la loi sur les journaux. M. Hale, de New York objecte.

Le Message du Président est lu et écouté avec une attention extraordinaire.

M. Garfield, du comité des allocations, fait un rapport sur le bill des allocations législatives, exécutives et judiciaire, qui est mis à l'ordre du jour de mardi de la semaine prochaine.

M. Hale, du Maine, du même comité, fait un rapport sur le bill de allocations du service naval. Il est mis à l'ordre du jour de mercredi de la semaine prochaine.

Le même comité fait un rapport sur le bill des allocations de l'armée qui est mis à l'ordre du jour de jeudi de la semaine prochaine.

M. Lathrop, du même comité, fait un rapport sur le bill des allocations indiennes, qui est mis à l'ordre du jour de vendredi de la semaine prochaine.

M. Stark weather, du Conn., du même comité fait un rapport sur le bill des fortifications, qui est mis à l'ordre du jour du 22 décembre.

Le montant alloué par ces divers bills est comme suit :

Bill légi slatif $19,654,434. Bill de la marine $16,976,908. De l'armée $27,901,500. Des affaires indiennes $4,861,507. Des Fortifications $850,000.

M. Turner, de l'Iowa, du même comité, fait un rapport sur un bill allouant $50,000 pour l'achat de balances pour l'usage de la poste, en exécution de la loi requérant l'affranchissement des journaux.

M. Cox, de New-York, désire présenter un amendement exemptant des opérations de la loi de banqueroute les banques qui ont été faites avant le 1er janvier 1875, et permettant que, dans ce cas, le droit soit payé au lieu de destination.

M. Tyner refuse de permettre qu'il soit présenté ou discuté par M. Cox qui répond que dans la prochaine Chambre il aura plus de privilèges. Ce à quoi M. Tyner réplique que lui (Tyner) ne sera pas là pour voir ce qui s'y passera. (Rires.) Le bill passe.

M. Cox présente un bill en vue de l'objet indiqué par lui et le bill est référé au comité de la poste.

M. Phelps, du N. Jersey, donne avis que lundi prochain, s'il obtient la parole, il demandera la suspension du règlement pour passer le bill qu'il tache de présenter et de faire passer aujourd'hui, le rappel de la loi de bâillon sur la presse.

SÉNAT.—Le bill pour le meilleur gouvernement du District de Columbie, rapporté aujourd'hui par le sénateur Morrill, du Maine, du comité choisi, nommé dans ce but par le Congrès à la dernière session, porte qu'un département sera créé dans le gouvernement des Etats-Unis sous le nom de Département du District de Columbie et qu'il aura une capacité d'incorporation. Il sera gouverné par un bureau de trois régents nommés par le Président et confirmés par le sénat et révocables par le Président en tout temps pour cause.

Le premier Bureau sera nommé pour des termes de six, quatre et deux ans respectivement. Après cela, le terme d'office sera de six ans. Leur salaire sera de $4,500 chacun par an. Ils nommeront et auront pouvoir de révoquer pour cause les bureaux ou les surintendants de la santé, police, excise, nettoyage des rues, édifices publics et département des pompes à incendie, et aussi trois membres d'un bureau d'éducation qui contiendra trois autres membres élus par les votants du district de Columbie et qui sera présidé par le commissaire d'éducation des Etats-Unis qui sera membre de droit.

Les travaux publics du district seront controlés par un ingénieur de l'armée détaché par le Président pour trois ans et le Bureau des batisses publiques du district sera présidé par le surintendant des édifices publics des Etats-Unis.

Les pouvoirs et les droits de tous ces officiers subalternes et ceux aussi des régents sont minutieusement spécifiés, définis et limités, et les mêmes principes généraux de rigide responsabilité caractérisent le bill, qui est très volumineux, ayant 80 pages imprimées, divisé en 15 chapitres. Le pouvoir de faire altérer et abroger les ordonnances locales est confié exclusivement au bureau des régents, et aucun officier ne sera élu par le peuple, excepté les trois membres du bureau d'éducation, comme il est dit ci-dessus.

Le bill limite à deux pour cent la taxe qui sera levée sur toutes les propriétés immobilières et personnelles possédées par les individus ou les corporations dans le district. Les estimations pour la taxe seront faites par trois assesseurs nommés par le Bureau des Régents et devront être ce qui serait justement reconnu entre un débiteur et un créancier.

Toutes les taxes seront payables au collecteur du Revenu des E. U. et seront versées par lui au Trésor des Etats-Unis. Tous autres revenus ou deniers du district seront collectés et déposés au Trésor fédéral de la même manière. Tous les papiers, comptes, et bills de dépenses de tout genre seront audités par le Trésor des E. U. et tous les mandats ou warrants pour le payement de deniers pour le compte du district seront soumis au second contrôleur du Trésor des Etts-Unis.

Le bill porte explicitement qu'aucune dépense ou obligation ne sera encourue par ou pour le district de Columbie qui n'aura pas été allouée ou permise par le Congrès, et aucun payement ne sera fait par le trésor, si ce n'est conformément aux allocations du Congrès. Le bill porte finalement que toutes les lois des Etats Unis qui sont relatives à ce district seront révisées et codifiées.

Décision de la Cour Suprême.

Washington, 7.— A la Cour Suprême la décision suivante a été rendue aujourd'hui : Thompson contre Donaldson et autres réclamants du steamer "Great Republic". Appel de la cour de District de la Louisiane. C'est une affaire de collision sur le Mississippi, entre le Great Republic et le Cleona.

Au moment de l'accident le Cleona traversait le fleuve et le Republic, qui venait, l'a atteint et a fait collision avec lui. La question était du navire qui l'accident a été causé par la tentative du Cleona de traverser quand il n'était pas assez en avant pour le faire avec sureté ou si le Republic ne s'est pas détourné à droite en temps utile quand le Cleona allait à gauche.

La cour inférieure a rejeté la faute sur le Cleona, soutenant que si le Republic n'avait assez loin en avant pour justifier sa tentative. La cour a infirmé le décret en soutenant que le mouvement du Cleona était justifié par la distance et que le Republic a eu tort de ne pas retarder sa marche quand le Cleona a louvoyé. Le juge Davis a prononcé l'arrêt.

Washington, 7.—Le Bureau de l'Auditeur porte à dette du district à $4,540,000. Le Bureau des commissaires de la même chose l'actif provenant de diverses sources réduit les obligations à environ $14,000,000.

Washington, 7.—La commanderie des Chevaliers du Temple de Washington est arrivé ce soir de la Nouvelle-Orléans, ayant été retardée par une collision sur le chemin de fer à Orange et Absandrie la nuit dernière. Pendant tous les voyageons on a reçu une grande ovation, bien qu'aucun n'ait été sérieusement blessé.

Observations Météorologiques.

Washington, 7.— Probabilités pour les Etats du Golfe—beau temps généralement et vents du nord et de l'ouest avec une hausse de baromètre et baisse température à l'est du fleuve Mississippi.

VICKSBURG.

Les troubles à Vicksburg.

Vicksburg, 7.—Les rapports, mis en circulation hier soir et d'après lesquels de nombreux corps de nègres armés étaient en route pour venir ici s'emparer de la maison de Cour, ont été confirmés ce matin. A 9 heures, la cloche d'alarme a sonné pour avertir les citoyens.

Les maisons d'affaires de tous les genres ont closes et les blancs, sous les armes, s'avancent sur les diverses routes pour rencontrer l'ennemi. La Maison de Cour est au pouvoir des Blancs, et le shérif nègre est prisonnier. Une grande excitation règne.

Vicksburg, 7, midi et quart.—Nos citoyens ont été appelés sous les armes ce matin à 3 heures. Les nègres se sont avancés sur la ville en trois colonnes, et ont commencé une attaque à l'arrière-bout de la rue Cherry. Ils ont été repoussés avec une perte de 4 hommes tués et d'un nombre de blessés.

Un citoyen a été légèrement blessé. Les nègres s'avancent maintenant sur la route de Warrenton, et l'on s'attend d'un moment à l'autre à un autre conflit.

Vicksburg, 7.—Des engagements ont eu lieu ce matin entre les blancs et les nègres sur diverses routes conduisant à la ville. Les nègres ont été repoussés et battus sur tous les points, avec une perte de 18 ou 20 tués et un plus grand nombre de blessés. Ils ont en outre perdu une quarantaine de prisonniers qui ont été conduits à la geole. Un blanc, nommé Oliver Brown, de Snider Bluff, a été tué.

Le policier Burton a été blessé et George Batchelor a reçu accidentellement une balle au pied. Les citoyens sont encore sous les armes et une pequete lout été mis sur les routes. L'excitation diminue. Les nègres de la ville n'ont pris aucune part au conflit.

Vicksburg, 7.—Il y a eu depuis quelques temps des menaces de troubles dans cette ville entre l'association des payeurs de taxes, les citoyens et les officiers publics du comté.

Le shérif agissait sans avoir fourni de cautionnement légal, et le Board de Supervisor refusait de le forcer à en fournir un autre, quoique le moment de payer les taxes fut venu.

D'autres fonctionnaires étaient accusés d'avoir fait des faux et d'être concussionnaires pour des sommes assez considérables. Les citoyens désespérant d'obtenir aucun soulagement des cours avec des juges dont la partialité est reconnue, ont eu une grande assemblée, mercredi, et ont décidé de marcher en corps à la maison de cour pour exiger la démission du shérif, du greffier de chancellerie, du trésorier et du coroner.

Tous ces officiers publics ont pris la fuite à l'exception du shérif Crosby, un nègre, qui a signé sa démission. Samedi dernier, une affiche a paru dans les rues signée par Crosby, appelant à son secours les radicaux blancs et noirs du comté de Warren pour le maintenir dans sa position.

Sur le chemin de Hall's Ferry, les citoyens ont rencontré deux cent cinquante nègres armés et les ont mis en fuite après un combat de quelques minutes, qui a coûté la vie à plusieurs nègres avec bon nombre de blessés de leur côté. Andrew Owens, qui les commandait à Baldwyn Ferry, a été capturé et enfermé dans la prison.

Dans une entrevue avec un reporter du *Herald*, Owens a dit qu'il avait reçu l'ordre du shérif Crosby de venir aujourd'hui à la ville avec tous les hommes armés qu'il pourrait rassembler. Alexander Stackhouse de Newton, l'un des prisonniers nègres, dit que l'ordre de marcher sur la ville leur a été lu dans une église hier, dimanche.

Crosby, qui est gardé à vue à la maison de cour nie, qu'il ait jamais donné de pareils ordres.

On rapporte cette après midi que les nègres commettent des déprédations dans le voisinage de la ville.

L'excitation intense de ce matin s'est calmée un peu, quoique les citoyens soient encore sous les armes et que des sentinelles soient placées sur tous les chemins qui conduisent à la ville.

Crosby a été publiquement et dans les journaux qu'il est autorisé cette publication ; cependant, ce matin, des corps de nègres armés ont été vus s'avançant sur la ville par six routes différentes. L'alarme a été donnée vers neuf heures, et les citoyens, s'armant de leurs mieux, se sont réunis en masse immédiatement et se sont rendus au chemin de Baldwyns Ferry pour aller à la rencontre des nègres, qu'ils ont trouvés en dehors de la ville, au nombre de deux cents à peu près.

Le commandant des citoyens a conseillé aux nègres de se disperser, mais ils ont refusé ; et le feu a commencé entre les deux corps. Les nègres ont retraité un mille et ils se sont arrêtés, occupant l'ancien rempart et une maison, mais ils ont été délogés et mis en déroute.

Dans le combat un citoyen, Oliver Brown, a été tué. Les nègres ont perdu de douze à quinze hommes tués, à peu près autant blessés. On a fait vingt prisonniers.

A un meeting qui a eu lieu ce soir, la résolution suivante a été adoptée :

Résolu, que tout en étant convaincus que c'est Peter Crosby qui a été cause que les nègres aient marché sur la ville et que, conséquemment, nous devrions le tenir [illegible] jusqu'à ce que [illegible] ; et que [illegible] ; et que [illegible] ; et